

Rapport d'activité 2012



Union Nationale de l'Aide, des Soins
et des Services aux Domiciles.

L'année 2011 s'était terminée avec comme horizon, le renvoi à bien plus tard de la réforme de la dépendance. La mise en lumière des difficultés de l'aide à domicile avait permis néanmoins de clore cette année-là par l'annonce d'un fonds d'urgence de 50 millions d'euros sur deux ans. C'était une consolation insuffisante mais le résultat positif de la pression permanente des fédérations et du collectif de l'aide à domicile au sein duquel UNA n'était pas la moins active.

2012 n'a pas ressemblé à 2011. Certes, la situation du secteur ne s'est pas améliorée. Nos associations ont continué de vivre les mêmes difficultés que les années précédentes, les départements parviennent de plus en plus mal à faire face à l'ensemble de leurs dépenses sociales. Et pourtant, l'année passée laissera moins d'amertume. Elle rallume même quelques lueurs d'espoir. D'une part, le fonds d'urgence a été distribué. Même si son montant est bien inférieur aux besoins, même si sa répartition est l'objet de nombreuses critiques que nous avons relayées, il a permis d'apporter à de nombreuses structures une aide réelle. D'autre part, à partir de l'été des déclarations ou des initiatives ont laissé imaginer que notre secteur était inscrit dans l'agenda du gouvernement. La demande des fédérations de doubler le fonds d'urgence a été entendue puisque la ministre des personnes âgées et de l'autonomie a réussi à faire voter une nouvelle dotation de 50 millions d'euros pour 2013. L'annonce d'une loi sur le vieillissement, et la mise en place dans le même temps de plusieurs groupes de travail ont concrétisé cette nouvelle donne. UNA s'est particulièrement impliquée dans le Comité national sur le parcours de santé des personnes âgées en risque de perte d'autonomie et le comité « Avancée en âge ». La nouvelle contribution demandée aux retraités imposables sera affectée dès 2013 à la CNSA et participera à partir de 2014 au financement de la réforme, selon ce qu'indique le gouvernement.

2012 fut aussi l'année de l'entrée en vigueur de la convention collective de la branche. Au-delà du texte lui-même, elle a généré entre les quatre fédérations UNA, ADMR, Adessadomicile, FNAAFP-CSF des habitudes de travail qui dépassent et de loin le cadre conventionnel. L'unité des quatre fédérations sur les principaux dossiers renforce sérieusement la crédibilité de la branche vis-à-vis des pouvoirs publics.

Sommaire

I. Une union en action

1. Un acteur central du secteur	10
A. Autour de l'élection présidentielle	10
a) Présidentielles et législatives : les propositions UNA	11
b) Sensibilisation des élus et des candidats aux élections législatives.....	11
B. Rencontres et travaux avec les ministères	12
C. Autour du PLFSS et du PLF	12
a) Auditions.....	12
b) Amendements.....	12
c) Mesures adoptées.....	12
D. Participation à des événements/colloques/club	12
a) Conférence <i>Les Échos</i>	12
b) Conférence Autonomic	12
c) Assises nationales de l'aide à domicile.....	13
d) Salons	13
E. Participation	14
2. Un acteur qui participe à l'évolution du secteur	15
A. La publication du rapport « Poletti »	15
B. Réforme ADF / Fédérations	15
C. Fonds de restructuration	16
a) Mise en place	16
b) Suivi	16
c) Bilan du premier fonds.....	16
• Les modalités d'étude multiples des Agences régionales de santé (ARS)	16
• Des objectifs compliqués à respecter.....	17
• De réelles avancées.....	17
D. Les avancées de la politique Santé et action sociale	17
a) Parcours de santé/ Comité national de pilotage du parcours de santé des personnes âgées	17
en risque de perte d'autonomie	
b) Comité Avancés en âge	18
c) Travaux avec la Cnav	18
d) Les Ssiad dans l'offre de soins	18
e) Représenter les centres de santé infirmiers	19
f) Enquête Alzheimer	19
g) Groupe de travail Amisure.....	19
h) Une capacité minimale à respecter pour les Accueils de jour	20
i) La journée nationale consacrée aux équipes spécialisées « Alzheimer »	20
j) Les travaux de l'Agence nationale d'appui à la performance	20

E. Avancer sur le handicap	21
a) Rencontre avec le cabinet de la ministre Marie-Arlette Carlotti	21
b) Point d'étape sur la labellisation Cap'Handéo	21
c) Rapport IGAS/IGF sur la tarification des ESMS	21
F. L'activité famille	22
a) Rencontre avec le cabinet de Mme Bertinotti et les positionnements UNA Petite Enfance sur le PLFSS....	22
b) Les 5 ^e assises de la protection de l'enfance	22
c) Études sur les Techniciens de l'intervention sociale et familiale : missions, compétences,	24
modes d'intervention et image	
d) Étude sur l'activité Caf réalisée au sein du réseau.....	25
e) Une approche interfédérale	26
• L'aide aux familles des Caf et des Barèmes de participation familiale	26
• La refonte des Saad Familles	27
G. La petite enfance	27
a) Créations de places : la quadrature du cercle	27
• Le plan pluriannuel d'investissement de la Cnaf	28
• Les appels à projets de la MSA.....	28
• Les appels à innovations de la Cnaf	28
• La politique de délégation de service public et le secteur lucratif	28
b) La poursuite du travail du Groupe Priorité Santé « petite enfance/scolarisation »	29
c) L'information et la formation petite enfance	29
d) La notoriété de UNA en matière de « petite enfance »	29
• Le salon des maires.....	29
• À l'occasion de la concertation ministérielle « Au tour des Parents »	30
e) La concertation ministérielle « Au tour des Parents »	30
3. UNA syndicat d'employeur	31
A. Convention collective	31
a) Présentation	31
b) Les changements.....	31
c) Fiches thématiques / Guide	31
d) Communication.....	31
e) Formation	32
B) Négociations collectives	32
a) Signature d'avenants à la CCB	32
b) Déplacements /trajets	33
c) Politique salariale	33
d) Révision de l'accord sur l'emploi et rémunération.....	33
e) Edec de Branche	33
f) Pénibilité et égalité professionnelle	33
Hommage à Maurice BONNET	34

II. Un réseau en action

1. Accompagnement du réseau	36
A. Programme de modernisation	36
a) Le premier trimestre 2012	36
• Les séminaires de modernisation 2012	36
• Journée nationale du 6 mars 2012	36
b) Le deuxième trimestre	36
• Une comptabilisation précise des structures engagées	37
• La réalisation d'un avenant n°2 à la convention initiale	37
c) Le troisième trimestre : une réflexion amorcée sur la 2 ^e tranche du programme	37
d) Le dernier trimestre	37
• Les groupes de travail bilan	37
• La clôture budgétaire – Les audits sur site	38
• L'évaluation externe	38
e) Focus sur le chantier coopération et mutualisation	38
• Objectifs et méthodologie du chantier coopération et mutualisation	38
• État des lieux : un chantier amplement suivi par les Unions départementales	38
• La mobilisation des structures dans la mise en œuvre de projets selon leur volume d'heure d'activité	39
• Le niveau d'avancement des projets	39
• L'émergence des projets : d'où viennent-ils ?	39
• Une approche qualitative des projets	40
f) Focus sur le chantier gestion / organisation	40
• Argos	40
• Barom Emploi	41
• Audit accompagnement	41
g) Focus sur les systèmes d'information	42
• L'observatoire du réseau	42
• L'évolution de solution logicielle	42
• La mise en commun de moyens informatiques	42
B. Qualité et Évaluation	43
a) Deux projets complémentaires	43
b) Le dispositif d'accompagnement du réseau	43
c) La certification du réseau	43
d) La procédure d'évaluation et les travaux de l'Anesm	44
e) Les formations	45
f) La communication et les partenaires	45
• Communication avec le réseau UNA	45
• Partenariat avec le groupe Afnor	45
• Partenariat avec les universités Paris Dauphine et Denis-Diderot	45
• Partenariat avec l'ANSP : la charte qualité	46
• Partenariat avec l'Essec	46
C. Développement	46
a) Centre de Ressources UNA	46
• 2012 : l'année du bilan de l'expérimentation et fin de la convention ANSP – UNA sur ce projet	46
• Une dynamique positive et constructive en appui des structures en difficulté sur leur activité mandataire	46
• Accompagnement du réseau dans la phase de déploiement	47
• La mise en œuvre des Centres de Ressources UNA sur le territoire	47
b) Un nouveau mode de financement éthique et solidaire pour l'investissement de vos projets	48
c) Expérimentation de la prestation EPI	48
• Résultats quantitatifs	48
• Résultats qualitatifs	48
D. UNA Formation	49
a) Un modèle économique concluant en 2012	49
b) Les actions	49
• Le catalogue UNA Formation	49
• Les formations et le suivi des conventions de partenariat avec la CNSA et l'ANSP	49
• Le développement de partenariat	49
• Le site internet UNA Formation	49

E. Réforme des Saad	50
a) Groupe de travail UNA Réforme des Saad	50
b) Journée nationale du 11 avril 2012.....	50
c) Journées régionales.....	50
d) Enquête GMP.....	50
F. La question de l'emploi dans le réseau	51
a) Les emplois d'avenir.....	51
b) Convention d'expérimentation entre Pôle emploi et UNA autour du projet Centre de Ressources UNA ..	51
c) Plan de développement de la formation par alternance	51
d) Étude de la Dress sur les conditions de travail des aides à domicile	52
e) Étude Chorum sur la prévention du risque routier professionnel	52
f) Étude de la Dares sur l'évolution de l'emploi à horizon 2020	52
G. Communication Réseau	52
a) La newsletter	52
b) L'accompagnement / le conseil au réseau.....	53
H. L'accompagnement juridique	53
a) L'appui collectif.....	53
b) L'appui individuel.....	53
2. Organisation du réseau	55
A. Motion réseau	55
a) Le questionnaire	55
b) Les journées interrégionales	55
c) La synthèse s'est effectuée au cours du second semestre	55
• Qui sommes-nous ? Que regroupe le réseau UNA ? quelles activités ?	55
• Quelle doit être notre structuration ? Les missions respectives des unions territoriales ?	56
• Quel fonctionnement ?.....	56
• Le modèle économique du réseau	56
• Bilan à fin 2012.....	57
B. Les instances	57
a) L'assemblée générale du 27 juin 2012.....	57
• Déroulement	57
• Les motions votées	57
• Résultats des votes	59
b) Travaux du Conseil d'administration et bureau.....	59
c) Compositions.....	61
C. Autres Instances	62
a) Conférence des présidents.....	62
b) CND.....	62
D. Renouvellement des commissions et groupe de travail	63
E. Organigramme UNA	68
3. Activité du réseau (chiffres 2011)	70
A. Les enjeux du rapport d'activité	70
B. L'exploitation du rapport d'activité et de la déclaration d'activité adhérent 2011	70
C. Les chiffres 2011	70

